



Communiqué

Strasbourg :

Le service d'ordre de l'intersyndicale agressé violemment

Le 6 avril, alerté que le cortège syndical subissait les gaz lacrymogènes, le service d'ordre intersyndical a descendu la manifestation et s'est déployé sur le parcours de la manifestation pour sécuriser le cortège syndical à l'intersection du quai des Bateliers et de la rue de Zurich.

Des véhicules de police ont traversé à contresens le cortège syndical sur le tracé déclaré, et sont arrivés derrière le service d'ordre.

Alors que celui-ci avait commencé à laisser passer ces véhicules de police, les forces de l'ordre ont reçu l'ordre d'intervenir avec force en usant de matraques, de boucliers, et de gaz lacrymogène contre le service d'ordre ainsi déployé **sans AUCUNE sommation**.

Contrairement à ce qu'affirme certain.e.s, il n'y a eu ni entrave ni sommation d'aucune sorte et les images en attestent .

Lorsque certain.e.s parlent d'un « pseudo » service d'ordre dans un communiqué ; nous tenons à leur rappeler que c'est bien la préfecture et la police qui demandent la mise en place d'un service d'ordre lors de la déclaration de la manifestation.

Contre la colère légitime d'une large majorité, contre ceux et celles qui défendent la justice sociale, ce gouvernement et ses représentants en préfecture n'ont à opposer que des contre-vérités facilement contredites par les images pour justifier la violence gratuite à l'égard de notre service d'ordre.

S'agit-il là d'une stratégie délibérée pour dissuader les citoyen.ne.s de venir en manifestation ? Notamment les jeunes qui ont été particulièrement ciblé.e.s ? S'agit-il de montrer que même le service d'ordre chargé de protéger

la manifestation n'est pas à l'abri d'une charge ?

L'intersyndicale dénonce avec force cet usage de la violence et réitère son soutien plein et entier au service d'ordre agissant sur son mandat. Elle exprime toute sa solidarité à l'égard des camarades malmené.e.s et blessé.e.s lors de cette charge.



Cette stratégie de la tension et de la terreur ne nous détournera pas de notre objectif : le retrait sans condition de la réforme des retraites.

La retraite à 64 ans, c'est toujours non !